


Facture n° : AF232843086227		Etablie le : 11/10/2023	
Contrat d'achat photovoltaïque: n°		BTA0468003	
Période de facturation		Du 10/10/2022 au 09/10/2023	
Coordonnées producteur Nom producteur : M OU MME MICHAUD GILBERT OU B Détail adresse : 122 D ROUTE DE LA POINTE D ARCAY Code postal, Commune : 85460 LA FAUTE-SUR-MER Tel : +33251280439 Mail : michaudpetroleum@aol.com		Coordonnées Acheteur EDF Nom acheteur : EDF Agence Obligation d'achat Solaire Détail adresse : TSA 10295 Code postal, Commune : 94962 CRETEIL Tel :  Mail : oa-solaire@edf.fr site internet : www.edf-oa.fr TVA intracommunautaire EDF : FR03552081317	
Adresse du site de production Détail adresse : 12 CHEMIN SYNDICAL DU LAY Code postal, Commune : 85460 LA FAUTE-SUR-MER			
Compteur de production Date nouveau relevé du : 09/10/2023 Date ancien relevé du : 09/10/2022		Valeur du nouvel index (P1) : 27832 Valeur de l'ancien index (P2) : 19512 Production (P1-P2) : 8320.00	
Compteur de contrôle de non-consommation (vente en totalité) Date nouveau relevé du : 09/10/2023 Date ancien relevé du : 09/10/2022		Valeur du nouvel index (A1) : 10 Valeur de l'ancien index de non-consommation (A2) : 6 Consommation Auxiliaires (A1-A2) : 4.00	
Production de kWh livrés (net des auxiliaires). Pnet = (P1-P2)-(A1-A2) :		8316	
Plafond annuel de l'énergie livrée, donné à l'article 5 du contrat :		11400	
Montant de la facture Production livrée en kWh, jusqu'au plafond: 8316 kWh Production livrée en kWh, au-delà du plafond: 0 kWh		au tarif de 32.726 c€/kWh au tarif de 5.112 c€/kWh Option TVA sur les débits (rayé si ce n'est pas le cas)	
TVA non applicable, article 293 B du code général des impôts		Soit un montant de : 2721.49 € Soit un montant de : 0.00 € Montant : 2721.49 €	

Conditions de règlement: Cette facture est payable au plus tard 30 jours à compter de sa date d'envoi. A défaut de paiement intégral dans le délai contractuel, hors le montant contesté, les sommes dues seront majorées de plein droit, en application de la Loi n° 92-1442 du 31 décembre 1992, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, de pénalités calculées sur la base du taux d'intérêt légal multiplié par trois (en application de la loi du 4 août 2008), ce taux étant celui du dernier jour du mois précédant l'émission de la facture. Tout professionnel en situation de retard de paiement est de plein droit débiteur à notre égard d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.